

L'importance géostratégique en fait de la mer Rouge une région où les dynamiques locales, régionales et mondiales s'entrecroisent et interagissent, notamment en matière de sécurité.

Federico Donelli, professeur associé de Relations internationales à l'Université de Trieste (Italie). Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages, dont *Turkey in Africa. Turkey's strategic involvement in sub-Saharan Africa* (Bloomsbury, 2021).

L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE LA MER ROUGE

Les attaques des Houthis à la suite de l'offensive israélienne à Gaza et la signature du protocole d'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland ne sont que deux des récents événements politiques qui ont encore accru l'importance internationale de la mer Rouge. Voie de transit vitale pour le commerce maritime et les lignes de communication maritimes, la mer Rouge est située au carrefour de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Elle représente un point nodal de l'initiative chinoise connue sous le nom de Belt and Road Initiative (BRI) ou nouvelle route de la soie. Ces facteurs expliquent l'intérêt croissant des acteurs extrarégionaux qui cherchent à exercer une influence dans la zone. Cependant, ils ne sont pas les seuls. Avec une population de près de 450 millions d'habitants, la région dispose d'importantes ressources qui dépassent les frontières nationales. En outre, la zone de la mer Rouge est une source essentielle de produits de base, ce qui souligne encore plus son importance économique, et présente un potentiel significatif pour la transition énergétique de l'Europe, dans la mesure où elle fournit des matières premières essentielles telles que l'aluminium, le cuivre, le phosphore et l'ammoniac.

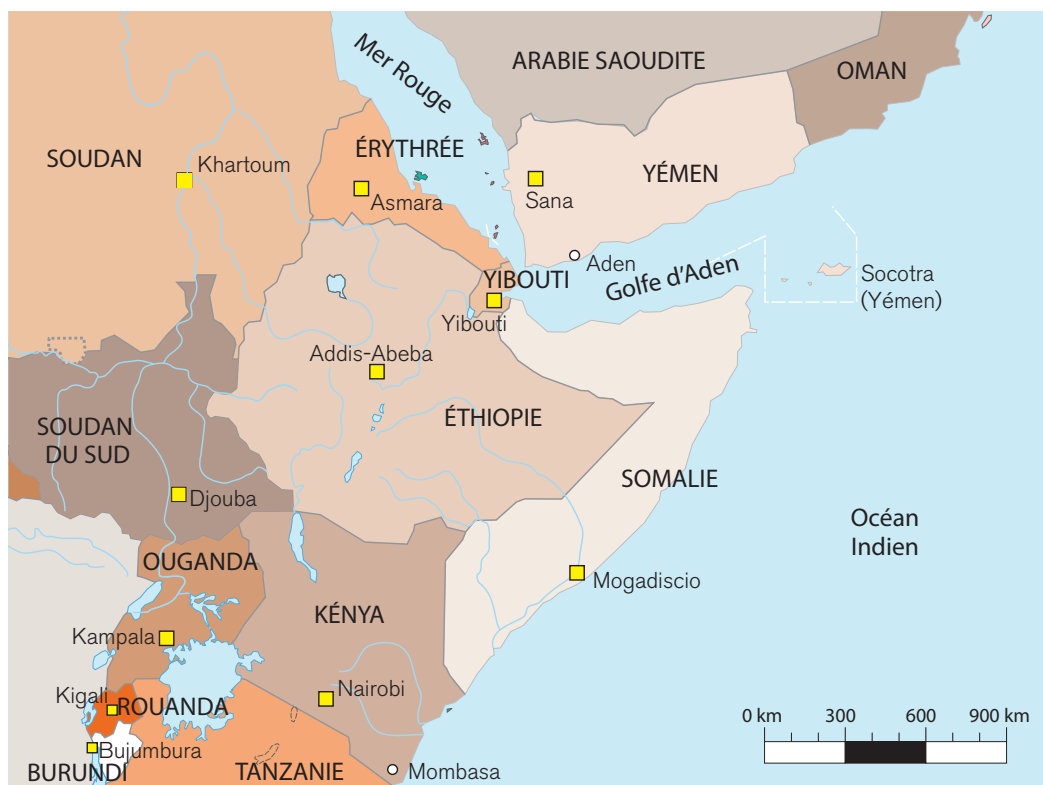
Dans ce contexte, les acteurs régionaux et extrarégionaux sont confrontés à des défis communs. Tous sont soumis aux vulnérabilités présentées par les détroits de Bab el Mandeb et du canal de Suez. En outre, les attaques de pirates menacent la sécurité des routes maritimes. Mais ils doivent aussi faire face à d'autres défis communs, entre autres la prolifération d'activités criminelles telles que la contrebande de khat, de charbon, d'armes et de drogues, ainsi que la lutte contre le

trafic d'êtres humains et la pêche illégale. L'importance géoéconomique de la mer Rouge en fait un complexe sécuritaire impliquant des acteurs locaux et divers acteurs internationaux. Nombre d'entre eux considèrent la région comme une porte d'entrée vers l'Indo-Pacifique via le transit du golfe d'Aden. L'existence d'intérêts communs entre de nombreux acteurs a favorisé la coopération et, plus important encore, la stabilité.

Cependant, le scénario de la mer Rouge dépasse sa dimension maritime. La dimension terrestre, contrairement à la dimension maritime, est marquée par une grande instabilité. La présence d'États faibles ou défaillants, de conflits intra et interétatiques, de personnes déplacées et de crises humanitaires cycliques fait des pays bordant la mer Rouge un foyer permanent d'instabilité régionale. Pourtant, tout se passe comme si ces deux dimensions n'étaient pas liées. La dernière décennie a vu se succéder des crises – du Yémen à l'Éthiopie, de la Somalie au Soudan –, dans lesquelles la dimension maritime a rarement été impliquée. Cette discontinuité entre le maritime et le côtier est donc une caractéristique structurelle de la mer Rouge. Ce n'est que récemment, à la suite de l'attaque israélienne contre Gaza, que les attaques des Houthis ont affecté la dimension maritime.

LA MER ROUGE DANS LE DÉSORDRE INTERNATIONAL

Depuis plus d'une décennie, nous vivons dans un contexte mondial perturbé par la crise de l'ordre international libéral, également connu sous le nom d'ordre fondé sur des



Source: AFKAR/IDÉES.

règles. Bien que de nombreux doutes persistent quant à la configuration future de l'ordre international – retour au multipolarisme, nouveau bipolarisme ou *pax sinica* –, la plupart des experts s'accordent à dire que nous nous trouvons dans une phase de transition, caractérisée par un enchaînement de désordres. Par conséquent, le (dés)ordre international actuel a de multiples manifestations. L'une d'entre elles est la succession d'urgences : le 11 septembre, la crise financière de 2008, les soulèvements arabes, le Covid-19, les guerres en Ukraine et à Gaza.

D'autres dynamiques caractérisent cette phase de transition, à savoir la reprise de la concurrence, y compris la confrontation militaire, entre les principaux acteurs internationaux et l'inversion de la relation entre les dimensions régionales et mondiales. Pendant des années, les tendances mondiales ont déterminé les développements régionaux. Aujourd'hui, cependant, les dynamiques régionales ont de plus en plus d'implications mondiales. En outre, la déconstruction progressive de l'ordre libéral international favorise la formation d'une multitude de complexes régionaux de plus en plus autonomes. Parmi ceux-ci, la région de la mer Rouge joue un rôle unique. Sa pertinence géostratégique et l'implication de divers acteurs régionaux – Éthiopie, Djibouti, Soudan, Sud-Soudan, Somalie, Érythrée et Égypte – et extrarégionaux – États-Unis, Chine, Russie, UE, Japon, Turquie, monarchies du Golfe, Iran, Israël et Inde – en font un microcosme de la dynamique internationale actuelle et future. La mer Rouge devient de plus en plus une région, pas seulement géographique, où les dynamiques locales, régionales et mondiales s'entremêlent et interagissent. Il s'agit en particulier d'une zone d'interaction intense en matière de sécurité. C'est pourquoi, d'un point de vue analytique, il est devenu nécessaire de la redéfinir comme

la *Red Sea Arena* (ou l'arène de la mer Rouge), une expression qui rappelle la nature évolutive et fluide des acteurs impliqués et de leurs interactions. La mer Rouge se caractérise par la présence de multiples hiérarchies, locales, régionales et globales, qui ne reflètent pas toujours le pouvoir relatif des États au niveau mondial et qui, au contraire, favorisent l'émergence de relations asymétriques. Par exemple, dans le conflit soudanais, le pouvoir de persuasion des États-Unis est aujourd'hui inférieur à celui des EAU. Les acteurs extrarégionaux jouissent d'une plus grande puissance économique et militaire. Toutefois, ils ne peuvent pas limiter le comportement et les décisions des acteurs régionaux. En effet, ces derniers se révèlent capables d'utiliser le (dés)ordre international à leur avantage, en profitant des rivalités externes pour poursuivre leurs intérêts régionaux et internes.

L'APPROCHE GLOBALE DE LA CHINE

Les nouveaux acteurs extrarégionaux, tels que la Turquie et les monarchies du Golfe, ont récemment fait l'objet d'une grande attention. Cependant, la mer Rouge est une arène de compétition mondiale. Les grandes puissances s'observent et s'affrontent parfois, du moins sur le plan diplomatique. Les États-Unis, la Chine, la Russie et l'UE semblent rechercher de nouveaux équilibres mais, en réalité, ils promeuvent des stratégies visant à s'assurer des gains relatifs par rapport à leurs rivaux. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a polarisé les parties et exacerbé les contrastes. Dans le contexte de la mer Rouge, et plus largement du Moyen-Orient et de l'Afrique, l'image d'un monde divisé en deux, l'Occident et le reste, s'est répandue. Sur le plan politique, les pays de la région suivent une stratégie de neutralité et d'équilibre entre les parties op-

Dans la mer Rouge, la Chine, préserve ses intérêts en promouvant la Belt and Road Initiative pour soutenir l'économie et la sécurité nationale et garantir l'accès aux ressources naturelles

posées. Cependant, les décisions prudentes ne reflètent pas toujours l'humeur de la population, où le sentiment anti-occidental augmente, ce que la Russie et la Chine exploitent pour promouvoir leurs agendas, se présentant comme l'alternative à l'Occident et aux approches libérales traditionnelles vers le Sud global.

La présence et la portée de la Russie et de la Chine diffèrent. Comme dans d'autres régions africaines, Pékin est sans conteste l'acteur principal de la mer Rouge et préserve ses intérêts en promouvant la Belt and Road Initiative pour soutenir l'économie et la sécurité nationale, et garantir l'accès aux ressources naturelles. La Chine a signé un certain nombre d'accords bilatéraux dans divers secteurs, notamment le commerce, les infrastructures, l'aide au développement et l'exploitation des ressources naturelles. Aux yeux de la plupart des pays de la région, l'aide chinoise au développement sans conditionnalité politique est plus attrayante. Si l'Éthiopie est le principal partenaire commercial de la région, Djibouti est au cœur de l'engagement de la Chine. Depuis 2017, Pékin gère le port maritime commercial de Djibouti, considéré comme une porte d'entrée sur le marché de l'Afrique de l'Est et un port d'escale vers la Méditerranée. Le lancement par le président chinois Xi Jinping de l'Initiative de sécurité mondiale, qui lie le développement économique et la sécurité, a accru l'implication de la Chine dans les questions de sécurité régionale. Pékin a intensifié la coopération bilatérale et participé à diverses opérations multinationales, notamment des patrouilles antipiraterie. L'établissement de la première base militaire à l'étranger, en l'occurrence à Djibouti, est emblématique de la nouvelle stratégie de la Chine. Ces dernières années, elle a de plus en plus usé de son influence pour s'attaquer aux positions politiques spécifiques des pays africains dans les forums régionaux et internationaux. Son lobbying englobe la gouvernance mondiale, ainsi que les questions de politique internationale (Taïwan) et les questions intérieures (Ouzbékistan). Sa politique dans la région va de pair avec la rhétorique de la communauté de destin, qui lie la trajectoire historique des États de la région à celle de la Chine. En outre, la fusion du capitalisme économique et de l'autoritarisme politique est un modèle qui séduit de nombreux régimes régionaux et qui favorise les affinités idéologiques avec Pékin.

L'OPPORTUNISME STRATÉGIQUE DE LA RUSSIE

La présence russe est certes moins importante, mais elle n'est pas moins influente que celle de la Chine. L'inté-

rêt de la Russie pour l'Afrique s'est ravivé au cours de la dernière décennie. Le sommet Russie-Afrique de 2019 a été un événement marquant qui a mis en évidence la convergence mutuelle dans le domaine de la sécurité. La Russie a signé des accords de coopération et de sécurité avec plus de 20 États africains. À l'instar de l'Union soviétique, la Russie utilise le secteur de la défense et de la sécurité pour accroître son influence en Afrique et gagner le soutien des pays africains dans diverses organisations internationales. La stratégie russe de la mer Rouge se compose de quatre outils principaux : les accords de sécurité, les ventes d'armes, l'utilisation de sociétés militaires privées, et la désinformation et la propagande anti-occidentale. Les accords de coopération et de formation en matière de sécurité conclus avec les États de la région témoignent d'un niveau élevé d'échange de renseignements. Ces accords sont bénéfiques pour toutes les parties car, d'une part, la Russie a accès à des données sensibles sur les activités de ses rivaux internationaux dans la région et, d'autre part, ils permettent au pays africain de bénéficier de conseils en matière de contrôles des informations et de répression. En 2020, les armes russes représentaient près de la moitié (49 %) des importations africaines. Ce chiffre est encore plus significatif si on le compare aux exportations chinoises (13 %) et américaines (14 %). L'absence de conditionnalité (droits de l'homme), le faible coût et la compatibilité avec les équipements soviétiques sont à la base du succès du secteur de la défense russe. La Russie a externalisé toutes les activités liées à la sécurité (formation, protection et unités spéciales). Par prudence, Moscou veut éviter les scénarios de conflit ou les crises prolongées. Elle a donc choisi de confier la participation à des situations risquées ou trop coûteuses à des acteurs non étatiques tels que l'Africa Corps (ancien groupe Wagner). En outre, le recours à des sociétés militaires privées a permis de surmonter les difficultés liées à l'établissement d'une présence militaire permanente (Soudan, Érythrée).

La priorité stratégique de la Russie en mer Rouge est d'établir une base navale à Port-Soudan. Moscou a conclu un accord avec le régime d'Omar al Bashir, réitéré par la suite avec le gouvernement militaire de transition, bien que l'invasion de l'Ukraine et le déclenchement de la guerre civile au Soudan aient gelé toutes les initiatives. La position de Moscou dans le conflit soudanais peut également être interprétée en termes de priorité stratégique de Port-Soudan. Moscou a tenté de maintenir un équilibre complexe entre les Forces armées soudanaises (SAF selon son sigle en anglais) et les Forces de soutien rapide (RSF selon son sigle en anglais). Toutefois, au cours des derniers mois, elle semble s'être rapprochée d'Abdelfattah al Burhan sur la base d'une promesse concernant Port-Soudan, qui est actuellement sous le contrôle des SAF.

Les développements futurs pourraient affecter les relations de la Russie avec les acteurs occidentaux et la Chine. Dans la région de la mer Rouge, la relation de la Russie avec la Chine reste ambiguë. Les positions des deux puissances convergent sur la confrontation avec l'Occident (Tigre), mais divergent sur l'ingérence excessive de la Russie dans des zones très instables (Soudan, République centrafricaine).

L'Inde, qui voit dans une mer Rouge de plus en plus multipolaire un obstacle à l'hégémonie chinoise, est un observateur qui se réjouit de l'implication de la Russie dans la région.

LES FAIBLESSES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les activités de Moscou dans la région visent à saper les intérêts occidentaux. Les tensions avec le bloc occidental (États-Unis et UE) se sont accrues en mer Rouge, surtout après l'attaque russe contre l'Ukraine. Pour l'instant, la confrontation est diplomatique et indirecte. Les États-Unis et l'UE sont en position de faiblesse pour des raisons différentes. Depuis plusieurs années, tous deux reconfigurent leur politique en mer Rouge. Les crises multiples et les ressources limitées obligent l'UE et les États-Unis à ne s'engager que de manière marginale dans la région, en suivant l'approche normative et multilatérale traditionnelle.

L'UE est confrontée à des crises dans son voisinage (Ukraine, Kosovo et Gaza) et à une montée de l'euro-scepticisme. Ces crises et tendances contingentes aggravent ses faiblesses structurelles. L'UE ne dispose toujours pas d'une politique étrangère commune, cohérente et cohésive. Par conséquent, bien qu'elle dépense des ressources considérables – elle reste le principal fournisseur d'aide au développement dans la région –, elle n'a pas de voix dans un contexte hautement concurrentiel. L'absence de politique étrangère commune n'a pas empêché la promotion d'agendas partagés en mer Rouge. L'agenda normatif européen cherche à promouvoir les droits de l'homme, l'intégration économique pour accroître la prospérité, la recherche de la paix et de la sécurité, le développement de la bonne gouvernance et l'adhésion aux principes multilatéraux. Cependant, il existe un fossé entre les principes proclamés et les politiques concrètes. Ces dernières concernent principalement le renforcement de la sécurité maritime et la lutte contre les menaces telles que le terrorisme, les organisations criminelles et le trafic de personnes.

Pour la plupart, les États membres agissent séparément et indépendamment. La France, l'Italie et l'Allemagne, les acteurs européens les plus actifs dans la région de la mer Rouge, sont souvent en concurrence sur le plan diplomatique et commercial. La projection vers l'océan Indien est un aspect qui pourrait renforcer la cohésion européenne. La France et, dans une certaine mesure, l'Italie élaborent une politique qui considère la mer Rouge comme la rive occidentale du théâtre indo-pacifique. Individuellement, cependant, leur poids restera marginal.

Le Royaume-Uni qui, dans l'ère post-Brexit, a dû reconfigurer sa politique étrangère observe la dimension maritime de la région avec un intérêt croissant. Dans le cadre de ce processus, il a revitalisé sa projection en mer Rouge, en y augmentant son activité diplomatique. Il a profité d'une plus grande autonomie de manoeuvre. Par rapport à d'autres acteurs européens, Londres est plus enclin à conclure des accords bilatéraux avec des acteurs régionaux. Au cœur de la stratégie du Royaume-Uni se trouve la notion de région, entendue comme les vastes confins de l'océan Indien.

La stratégie russe de la mer Rouge se compose de quatre outils : les accords de sécurité, les ventes d'armes, l'utilisation de sociétés militaires privées, et la désinformation et la propagande anti-occidentale

LE DILEMME DES ÉTATS-UNIS ENTRE ENGAGEMENT ET RESSOURCES

Les États-Unis, comme l'UE, tentent de relancer leur politique en mer Rouge. Après le retrait de Barack Obama et le désengagement de Donald Trump, Biden a cherché à revitaliser la présence américaine. Toutes les administrations sont confrontées à l'impératif de trouver un nouvel équilibre entre les ressources et l'engagement. Sous la présidence Biden, tout en maintenant les principes de l'internationalisme libéral, Washington cherche à adapter et à flexibiliser sa présence. La stratégie américaine s'articule autour du renforcement des alliances avec les pays qui soutiennent l'ordre libéral international (Kenya), de la protection de la liberté de navigation contre les menaces potentielles étatiques et non étatiques, de l'intervention diplomatique pour résoudre et prévenir les conflits, du soutien à l'intégration économique, politique et sécuritaire régionale et de la promotion du respect des droits de l'homme.

Selon l'administration actuelle, une approche pragmatique et mesurée est nécessaire pour limiter les activités militaires d'acteurs extérieurs en mer Rouge. Sous la présidence de Biden, les États-Unis ont choisi de ne pas s'immiscer dans les affaires politiques régionales et de limiter le recours à la force militaire pour protéger leurs intérêts nationaux. Au lieu de cela, Washington a mis l'accent sur le réengagement avec la société civile régionale en investissant dans sa formation. Toutefois, les résultats de cette stratégie ne seront visibles qu'à moyen ou long terme et risquent de placer les États-Unis dans une position plus faible vis-à-vis de leurs rivaux, en particulier la Chine.

La future stratégie des États-Unis à l'égard de la mer Rouge, ainsi que leur politique étrangère en général, dépendra du résultat des élections de novembre. Le retour de Trump à la Maison Blanche déclencherait un nouveau changement de cap. Son administration est susceptible d'adopter une approche différente. Comme ce fut le cas entre 2016 et 2020, Washington pourrait se désengager de la région en favorisant et en soutenant l'activité politique d'autres acteurs, tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. À l'inverse, la réélection du président Biden permettrait aux États-Unis de consolider les politiques qu'il a menées ces dernières années.

Ainsi, les interactions entre divers acteurs régionaux et extrarégionaux dans le scénario de la mer Rouge donnent un aperçu de la dynamique actuelle du (dés)ordre international./